

Migrants : une fracture se dessine à LRM



Les tenants d'une ligne " plus humaine " et les partisans d'un durcissement s'opposent sur la politique migratoire

T+ T- C'est le premier sujet qui menace de mettre en péril l'unité de la majorité. Alors qu'une circulaire du ministère de l'intérieur demandant aux préfets de recenser les migrants dans les centres d'hébergement d'urgence a provoqué la colère de nombreuses associations, la fermeté du gouvernement en matière de politique migratoire suscite l'inquiétude jusque dans les rangs de La République en marche (LRM). Plusieurs députés ont exprimé leurs inquiétudes quant au futur projet de loi sur l'immigration et l'asile, attendu au premier semestre, lors de la réunion de groupe des élus macronistes, qui s'est tenue mardi 19 décembre à huis clos.

Le député des Hautes-Alpes et ex-socialiste Joël Giraud s'est notamment ému du cas de migrants traversant la frontière franco-italienne, dans la neige, et se retrouvant parfois avec "les extrémités gelées". D'autres élus, confrontés, dans leur circonscription, à des arrivées de personnes ayant fui leur pays, ont aussi fait part de leur préoccupation face à "des situations de détresse", selon plusieurs participants.

" Marcher sur nos deux jambes "

Signe du caractère sensible de ce sujet : il a fait l'objet de discussions pendant près de vingt-cinq minutes, lors de cette réunion hebdomadaire d'une durée totale d'une heure. Conscient du trouble causé, en interne, par le projet du gouvernement, le chef de file des députés macronistes, Richard Ferrand, a annoncé qu'une réunion de groupe "entièrement" consacrée à la question de l'immigration et de l'asile aurait lieu en janvier, en présence du ministre de l'intérieur, Gérard Collomb, avec l'espoir de lever les inquiétudes et les interrogations au sein du groupe majoritaire.

La tâche de ce dernier ne sera pas aisée, car le trouble est manifeste chez une partie des élus LRM, comme l'a illustré l'intervention de Sonia Krimi lors des questions au gouvernement. Incisive, la députée de la Manche a exprimé sa vive désapprobation. "Tous les étrangers de France ne sont pas des terroristes, tous les étrangers de France ne sont pas d'indéclicats fraudeurs aux aides sociales. Dire le contraire, c'est jouer avec les peurs, c'est jouer avec les mots", a-t-elle déclaré en direction de M. Collomb, présent dans l'Hémicycle.

Livrant un tableau particulièrement sombre des conditions d'accueil – "les centres de rétention deviennent des centres de détention", s'est-elle alarmée –, l'élu a demandé au gouvernement de mettre en œuvre "une réforme juste et plus humaine". Le tout sous les applaudissements des députés de La France insoumise.

Dès lundi, la présidente (LRM) de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, Brigitte Bourguignon, a appelé le gouvernement à ne pas "réagir avec brutalité" sur le sujet de l'accueil des migrants. "La méthode doit être revue pour travailler en partenariat et non en conflit avec le secteur associatif", a souligné cette ancienne socialiste, qui avait dit, en octobre, vouloir porter "une ligne sociale offensive".

Après six premiers mois de législature axés sur des réformes économiques et sociales, où l'unité du groupe majoritaire n'a jamais réellement été ébranlée, la question des migrants peut, cette fois, "créer une profonde ligne de fracture", selon les termes d'un député "marcheur". Pour l'instant, le débat fait émerger deux lignes au sein d'un groupe pléthorique de 312 membres, entre les tenants d'une ligne sociale, souvent issus de la gauche, et les partisans d'un durcissement, souvent issus de la droite.

"Nous savons que c'est un sujet brûlant, donc à nous de nous organiser en conséquence, en tenant une position d'équilibre et de justice", observe Sacha Houlié, député LRM de la Vienne et vice-président du Palais-Bourbon. Sachant que l'examen du texte au Parlement ne devrait pas avoir lieu avant mars. Même souci de mettre en œuvre une politique "équi-librée" chez son collègue du Val-d'Oise, Aurélien Taché, chargé par le gouvernement d'une mission sur la "refonte" de la politique d'intégration, voulue par M. Macron. "Nous avons la volonté de marcher sur nos deux jambes, en menant une politique d'intégration ambitieuse pour les réfugiés éligibles au droit d'asile et de reconduites à la frontière plus importantes pour ceux dont la demande a été rejetée", explique-t-il. Avant d'ajouter : "Mais il ne faudrait pas qu'on donne le sentiment que l'une serait plus longue que l'autre."

"La dimension humaine et la dignité vis-à-vis des migrants vont être une boussole pour nous", insiste Guillaume Chiche (Deux-Sèvres), jugeant nécessaire de "veiller à maintenir un lien de confiance avec les associations qui assurent l'accueil". "Il faut trouver une ligne de crête entre la fermeté et l'humanité", résume le député de Paris Pierre Person. Tous assurent ne pas

connaitre le contenu exact du texte, qui pourrait notamment doubler la période maximale de rétention, et se disent prêts à " l'amender ".

" Incroyable dureté "

Déjà, le 8 décembre, le vote d'une proposition de loi permettant de placer en rétention administrative les " dublinés " – ces demandeurs qui ont laissé trace de leur passage dans un autre pays d'Europe avant d'arriver en France – avait suscité des remous au sein de LRM. Le Défenseur des droits, Jacques Toubon, qui s'était alors inquiété d'un " tournant politique déplorable ", a regretté mardi 19 décembre dans *Le Parisien* une politique qui " manque d'humanité ".

La gauche est elle aussi montée au créneau. Alors que l'ex-candidat à la présidentielle Benoît Hamon a fustigé " une politique d'une incroyable dureté ", les députés PS ont reproché au gouvernement d'oublier " son devoir d'humanité ". " **Même Nicolas Sarkozy et Brice Hortefeux n'avaient pas osé mettre en place cette politique !** ", s'insurge le candidat à la direction du PS Luc Carvounas, pour qui " **Macron braconne sur les terres de la droite** ". Ce dernier voit dans cette séquence une occasion pour la gauche de se faire entendre sur une ligne plus humaine. **Le député du Val-de-Marne travaille sur la question des migrants avec Laurence Dumont (Calvados) et Alain David (Gironde)**, avec l'objectif de présenter un contre-projet en février-mars.

Alexandre Lemarié

© Le Monde

◀ article précédent

Le Parlement adopte le projet de loi...

article suivant ▶

Emmanuel Macron peaufine sa réforme...